

DECLARATION DES ORGANISATIONS DE LA FONCTION PUBLIQUE :

CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, SOLIDAIRES, CGC, CFTC

Nos organisations se sont exprimées cet été de façon unanime sur les attentes des personnels des trois versants de la fonction publique autour de deux enjeux essentiels : l'emploi public et le pouvoir d'achat.

Nous exigeons que s'ouvrent au plus vite des négociations portant sur la valeur du point d'indice commune à tous, les carrières et la reconstruction de la grille et que les décisions en matière d'emplois public résultent d'un véritable débat sur les missions de services publics.

Elles considèrent que ces demandes sont essentielles non seulement pour les personnels mais aussi pour l'efficacité des services publics, leur amélioration et le développement économique et social.

Jusqu'à présent le gouvernement n'a apporté comme réponse que des conférences qui ne seraient se substituer à ces exigences.

Le président de la république est demeuré sourd à ces attentes.

De plus, face aux annonces du chef de l'Etat, les organisations syndicales réaffirment le lien existant à maintenir entre le statut général des fonctionnaires et les valeurs républicaines.

Pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et l'ouverture immédiate de négociations salariales.

Pour un emploi public statutaire basé sur les besoins réels en matière de services publics.

Pour préserver et améliorer le statut de la fonction publique et l'indépendance des personnels.

Pour un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population.

Nos organisations syndicales appellent d'ores et déjà les personnels à construire une campagne d'actions avec pour objectif l'organisation d'une riposte d'envergure nécessaire et forte pour obtenir satisfaction.

Elles se retrouveront le 1er octobre, à l'issue de la première conférence fonction publique, où elles pourront décider des formes d'une action la plus large à caractère national.

Paris, le 21 septembre 2007